

SOMMAIRE

Page 1

Les "muscles" du GPMH.
La session du 9 avril.

Page 2

Les fragilités de Bernay.
Jean-Pascal Tricoire.

Page 3

Un bon effet de Manche.
Le Crédit Agricole réinventé.

Page 4

Eolien, l'horizon s'éclaircit.
Les investissements.

La session du 9 avril.

C'est une session importante du Conseil régional de Normandie qui va se tenir, ce lundi 9 à Rouen. L'assemblée va en effet voter plusieurs décisions attendues.

- la création d'une zone économique spéciale exonérée de CVAE (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) pour développer l'activité logistique et portuaire. C'est la première des "zones franches" voulues par Hervé Morin notamment pour attirer les investisseurs étrangers ; en accord avec CVS, elle sera localisée à Port-Jérôme-sur-Seine (76). Si l'expérience est concluante, d'autres pourraient être ouvertes. À noter : si le CESER se félicite de cette initiative "volontariste", il s'inquiète toutefois de la fragilité juridique du montage et de son coût global pour la collectivité.
- La création de la société d'aménagement et de développement de la vallée de la Seine. Objectif : développer et structurer le foncier économique entre Le Havre et Vernon pour porter des projets importants : plus de 25 M€. Dénommée Seine Normandie Développement, elle devrait être adossée à la SHEMA.

D'autres dossiers seront traités comme l'aide à la filière bois ou la création d'une filiale de Normandie Participations.

Les "muscles" du GPMH

• Que va faire Édouard Philippe ?

Un mois après avoir reçu le rapport Philizot, le Premier Ministre ne s'est toujours pas exprimé sur l'évolution de la gouvernance des ports de l'axe Seine, un dossier pourtant prioritaire. Rappelons les deux scénarios envisagés :

- La fusion pure et "simple" des ports du Havre, de Rouen et de Paris : une perspective qui inquiète les intéressés.
- La transformation d'HAROPA en une "holding portuaire", chargée de définir la stratégie de développement et la politique d'investissement des trois établissements ; le GPMH, le GPMR et Ports de Paris devenant des filiales opérationnelles. C'est le scénario le plus plausible...

Mais voilà, Édouard Philippe se tait. Que va-t-il faire ? Au Havre, à Rouen et à Paris, on s'impatiente, les "portuaires" n'aiment pas l'incertitude : *"qu'il parle vite, car de toute façon, les conséquences seront importantes..."*

Mon commentaire : c'est dans ce contexte que le GPMH a choisi de montrer ses muscles, comprenez son "poids" au sein d'HAROPA. Le 30 mars dernier, lors du conseil de surveillance, son directeur, Hervé Martel, a rappelé les bons résultats du trafic 2017 (notamment des conteneurs), une situation "financière assainie" (avec une marge brute d'autofinancement à 41,6 M€ pour un chiffre d'affaires de 180 M€) et - surtout - un ambitieux programme d'investissement de 500 M€. Le message est clair : rien de grand ne peut se faire sur la Seine sans le port du Havre, la nouvelle gouvernance devra en tenir compte ; à bon entendeur, salut !

• Un programme de relance de 500 M€.

Pour les responsables du GPMH, ce programme de travaux est nécessaire pour garantir le développement du 1^{er} port français pour le commerce extérieur et maintenir la position du Havre face à ses très grands concurrents : Rotterdam, Anvers et Hambourg.

Voici les principaux chantiers de cette mise à niveau :

- Le parachèvement de Port 2000 (150 M€) et la réalisation du projet Atlantique (85 M€) pour répondre à la croissance attendue du trafic des conteneurs (aujourd'hui, 3 millions de boîtes).
- La réalisation de la chatière (125 M€) pour améliorer l'accès fluvial à Port 2000. Notons que des études complémentaires vont être lancées d'ici à la fin de l'année pour optimiser la réalisation de cette infrastructure qui "ne peut pas assurer à elle seule le développement durable du transport fluvial des conteneurs".
- Les infrastructures d'accueil des usines éoliennes : 85 M€.
- L'ensemble est complété par différents travaux (sécurisation route/fer, parc logistique, extension du roulier) pour un montant de 83 M€.

Mon commentaire : cela fait des années qu'on parle de certains projets, comme celui de la chatière, en désespérant de les voir se réaliser, alors que

Va-et-vient préfectoral.

Jusqu'à présent directeur de cabinet de la préfète Fabienne Buccio, Jean-Marc Magda est nommé secrétaire général de la préfecture de l'Eure en remplacement d'Anne Laparre-Lacassagne.

À Rouen, Stéphane Jarlegand succède à Jean-Marc Magda. Ce Breton d'origine arrive du Ministère de l'Intérieur où il était adjoint au sous-directeur de l'administration des ressources humaines de la police nationale.

Dominique Sorain.

Homme de dialogue, pragmatique et efficace, l'ancien préfet de l'Eure est nommé préfet de Mayotte pour aller éteindre la crise sociale qui agite l'île.

- Dominique Sorain avait quitté Évreux en 2014 pour devenir préfet de la Réunion avant de prendre la direction du cabinet d'Annick Girardin, ministre des Outre-Mer.

Jean-Pascal Tricoire.

PDG de Schneider Electric, le leader de la transformation numérique de la gestion de l'énergie et des automatismes, Jean-Pascal Tricoire a décidé de faire de son site du Vaudreuil (27) "la vitrine de l'industrie du futur".

- En présence de Sébastien Lecornu, il a inauguré le site transformé par les technologies numériques les plus avancées, le 3 avril dernier. Le Vaudreuil est le premier site européen à connaître cette évolution ; il servira de "pilote" aux 100 sites du groupe qui vont s'engager dans la démarche d'ici à 2020.

- Citation de Marc Fromager, directeur "Industry" de Schneider : "Le Vaudreuil produit 12 millions de contacteurs par an, c'est une usine déjà très automatisée, 2017 a donc été consacré au déploiement de nouvelles briques logicielles, qui permet aux opérateurs d'utiliser la réalité augmentée pour améliorer la productivité de la maintenance". Les gains de productivité sont évalués entre 2 et 7% ; le retour des investissements des technologies déployées sera, dans la plupart des cas, inférieur à 2 ans.

Mon commentaire : c'est bon pour la Communauté d'agglomération Seine-Eure et la Normandie qui profiteront de cette vitrine (et des visites qu'elle générera) pour exposer son excellence industrielle.

les concurrents européens du Havre investissent. Aujourd'hui, le GPMH réaffirme ses ambitions, c'est bien, mais deux questions restent en suspens : en a-t-il les moyens et à quelle échéance seront réalisés les investissements ?

Rendez-vous le 29 juin.

Les financements actuellement disponibles ne permettent pas de mettre en oeuvre la totalité du programme. Le GPMH va donc partir à la chasse aux subventions (européennes notamment) et va définir "une priorisation et un phasage".

- Cette situation est inacceptable pour la Région qui y voit l'incapacité de l'État à faire face à ses responsabilités rapidement. "Avec le CPIER, nous avons 200 M€, rappelle Jean-Baptiste Gastinne, le vice-président "Transports", le GPMH peut s'endetter à hauteur de 100 M€, 200 M€ restent à trouver..." La Région augmentera-t-elle sa participation ? Hervé Morin plaide pour une "régionalisation" de la gouvernance deux grands ports normands, c'est un préalable important.

Mon commentaire : le conseil de surveillance se réunira le 29 juin prochain. Il fixera alors les priorités et le calendrier ; à ce moment-là, Édouard Philippe se sera peut-être exprimé sur la nouvelle gouvernance d'HAROPA.

Préoccupant...

La CRC Normandie pointe les fragilités de Bernay.

Alors que l'ARS vient d'annoncer la fermeture de la maternité de Bernay (27), "une très mauvaise nouvelle", les élus de la Ville ont reçu le rapport d'observation de la Chambre régionale des comptes qui révèle la fragilité financière de leur commune : c'est une autre mauvaise nouvelle.

Ce rapport concerne les exercices 2011 et suivants ; deux maires sont concernés : le sénateur Hervé Maurey, puis Jean-Hugues Bonamy qui l'a remplacé, le 14 mars 2016 au terme d'une fronde municipale compliquée.

Que dit la CRC ?

- La situation financière est préoccupante. Bernay ne dégage pas un autofinancement suffisant pour couvrir l'annuité en capital de sa dette.
- Cette situation est essentiellement due à un poids excessif des dépenses de personnel et un niveau élevé d'endettement.
- La gestion des ressources humaines connaît des dysfonctionnements dans le suivi des effectifs ; le niveau d'absentéisme y est important.

Et pendant ce temps-là...

• 4 M€ par an pour la filière bois.

Alors que les professionnels normands s'inquiètent de l'exportation massive de grumes vers la Chine, la Région met en place une politique de développement de la filière. Elle y consacrera 4 M€ chaque année pour financer 5 priorités :

- Mieux valoriser le bois normand, notamment le bois bio-énergie.
- Accroître la compétitivité de la filière : aides à l'investissement.
- Renforcer les compétences des acteurs : conseil stratégique et formation.
- Gérer durablement la ressource forestière et bocagère : reboisement.
- Rendre la filière bois plus visible et attractive : communication.

C'est Clotilde Eudier, vice-présidente "Agriculture/pêche/forêt", qui pilote le dossier.

• La Normandie, numéro 1 pour l'hydrogène.

Neuf stations supplémentaires de recharge en hydrogène pour véhicules seront mises en place sur le territoire normand d'ici à la fin de l'année, grâce à l'implication des syndicats d'énergie de l'Eure, du Calvados, et de la Communauté d'agglomération du Cotentin qui participent au projet EAS-HyMob piloté par la Région et les sociétés Symbio et Serfim. Ceci conforte la place de la Normandie comme première région en matière de mobilité électrique hydrogène, par nature zéro émission.

Pascal Martin vend l'inutile.

Pour réduire la dette de son Département, Pascal Martin (CD. 76) a déjà vendu beaucoup de biens non utilisés, non occupés, non indispensables à la collectivité.

- Après le bâti, il va maintenant céder des terrains non bâtis, ce qui favorisera "l'émergence de projets structurants sur le territoire" tout en optimisant le patrimoine...

David Margueritte calme le jeu.

Après l'émoi provoqué par les vives critiques d'Hervé Morin à l'égard des Missions Locales, David Margueritte, le vice-président formation de la Région, s'emploie désormais à calmer le jeu, tout en rappelant les conditions du partenariat.

- Il l'a fait, le 20 mars dernier, à Saint-Lô, en reconnaissant l'utilité des Missions Locales et en indiquant que la Région continuerait à participer à leur financement (soit environ 5,4 M€ chaque année), sous réserve d'une évaluation de l'efficacité de leurs actions.

- Pour chaque Mission, la Région se donne 4 indicateurs d'évaluation : le nombre de JANO présents sur son territoire (jeunes actifs non occupés) ; la proportion de jeunes effectivement pris en charge par ses conseillers et parmi ceux-ci, le nombre de jeunes en formation et celui des jeunes en emploi et alternance. Le message est clair : pas de chèque en blanc.

Commentaire : on le sait, la Région a fait de l'apprentissage l'une de ses grandes priorités et David Margueritte, qui pilote le dossier, attend naturellement que les Missions Locales soient prescriptrices d'apprentissage, c'est une autre clé d'évaluation ; à bon entendeur, salut !

Régis Petit à la tête de la CASE

Comme prévu, Régis Petit a pris la direction générale des services de la Communauté d'Agglomération Seine Eure (Louviers/Val-de-Reuil - 27), le 1^{er} avril. Il succède à Philippe Le Gal parti à la retraite.

- Régis Petit était DGA de la CASE (40 communes, près de 73 000 habitants) depuis 2018.

La CASE se positionne aujourd'hui comme l'agglomération normande de l'industrie du futur avec le site vitrine de Schneider-Electric.

Bref, il faut réagir. C'est important pour retrouver un niveau d'investissement indispensable au territoire ; ceci d'autant plus que Bernay, 10 900 habitants, est la ville la plus importante de "Bernay Terre de Normandie", la nouvelle communauté de communes créée le 1^{er} janvier 2017.

Un an après...

Un bon "effet de Manche" se fait sentir.

Il y a un an, en apprenant la transformation du CDT de la Manche en agence d'attractivité, beaucoup ont cru qu'il s'agissait d'attirer davantage de touristes dans le département. C'est vrai... mais en partie seulement.

- La vocation de Latitude Manche, c'est le nom de l'agence, ne se résume pas en effet à valoriser la beauté des paysages et du patrimoine, des produits locaux et d'un art de vivre différent, elle est surtout d'attirer les investisseurs et les talents afin de redynamiser, durablement, le tissu économique.

- Un an après, l'outil commence à produire ses effets. En Normandie, on parle davantage de la Manche, non pas comme d'un territoire éloigné, mais comme d'une communauté rassemblée, peuplée d'élus, de chefs d'entreprise et d'influenceurs, bien décidés à s'exprimer et à se faire entendre. C'est ce qu'on appelle "l'esprit Manche".

- Finalement, ce sont les "jobs dating" et les actions déployées pour attirer les professionnels de santé qui ont été le plus remarquables. Ces priorités-là sont aujourd'hui reprises et démultipliées par les 8 intercommunalités du département ; elles l'ont confirmé lors de la dernière réunion du M.9, mi-mars à Villedieu-les-Poêles. C'est positif.

Mon commentaire : un an après, un bon "effet de Manche" se fait donc sentir, Benjamin Tétart, le directeur de l'agence, peut être satisfait du travail de son équipe ; les Normands sont en train de "changer de point de vue" sur le 50.

Nouvelles frontières.

Le Crédit Agricole "réinventé" de Nicolas Denis...

Présidé par Pascal Lheureux et dirigé par Nicolas Denis, le Crédit Agricole Normandie Seine (CANS) reste la première banque de son territoire, les départements de l'Eure et de la Seine-Maritime.

- Au terme de l'exercice 2017, son résultat net est bon, 103,7 M€, en progression de 1,4 M€ par rapport à l'année précédente, même si son PNB

Et pendant ce temps-là...

• GRDF

Directeur territorial Normandie de GRDF, Aymeric Cotrel vient de dresser le bilan de son activité 2017.

- Hors "Industrie" (rappelons que les grands comptes sont desservis par GRTgaz), la consommation régionale de gaz naturel est restée stable en 2017 avec 16,3 milliards de kWh distribués à 514 000 foyers normands dans les 674 communes connectées au réseau. Le réseau est d'ailleurs arrivé à maturité : l'an dernier, une seule commune nouvelle a été raccordée, il s'agit de La Chapelle Réanville dans l'Eure, une autre le sera en 2018 : Baron-sur-Odon dans le Calvados. Au total, GRDF a investi 49,2 M€ sur son réseau.

- Et maintenant ? Comme l'ont déjà fait les représentants régionaux de GRTgaz, mi-février, Aymeric Cotrel veut aussi démontrer que le gaz est une énergie d'avenir parce qu'il est de plus en plus "vert et renouvelable". La meilleure illustration est la montée en puissance du biométhane, produit à partir de la fermentation de déchets ; 48 projets sont à l'étude en Normandie : à ses yeux, c'est l'annonce d'une belle envolée. Il évoque aussi le GNV, mais là, la flotte des véhicules équipés reste très modeste en Normandie.

Pour réussir, Aymeric Cotrel va devoir renforcer la "culture gaz" d'une région très "électrique" ; les gaziers sont souvent trop discrets.

Christine Dispa.

Directrice du CESI, Christine Dispa est la nouvelle présidente de Normandie Tech, l'association qui réunit les 13 écoles d'ingénieurs et l'école d'architecture de Normandie.

Ambition : développer la visibilité et l'attractivité des écoles d'ingénierie et d'architecture, tant à l'échelle nationale qu'internationale, au service des entreprises et du territoire

Eolien : l'horizon s'éclaircit.

Les derniers recours déposés contre les constructions des parcs éoliens de Courseulles sur Mer et de Fécamp viennent d'être rejetés par la Cour d'appel administrative de Nantes.

- Pour Courseulles, les éoliennes seront construites en France et les pâles à Cherbourg. Les promoteurs se sont aussi engagés à valoriser la mémoire du Débarquement, et les premières expérimentations montrent qu'une bonne cohabitation entre pratiques de pêches et présence d'éoliennes est possible.
- Pour Fécamp, l'horizon s'éclaircit aussi. Le Conseil d'État a également validé le projet récemment.

À noter : Fécamp et Courseulles devraient entrer en service en 2022.



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

La CHRONIQUE
de Normandie
Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 I 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 250 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

(c'est le chiffre d'affaires) continue de s'éroder à 360 M€ contre 368 en 2016 et 370 en 2015.

- On connaît l'explication : depuis plusieurs années, la faiblesse des taux d'intérêt pèse sur la marge d'intermédiation des banques. Résultat : elles doivent prêter plus pour gagner moins ; elles doivent aussi trouver d'autres sources de revenus pour compenser le manque en gagner ; dans ces conditions, il est de plus en plus difficile de rester numéro 1.
- Si le CANS a pu tenir son rang, c'est qu'il a accru le nombre de ses clients (+ 32 000), c'est qu'il fait attention aussi. Par exemple, le coût du risque n'a jamais été aussi bas qu'en 2017, 6,2 M€, une vraie performance.

Mon commentaire : toutefois, on constate que le Crédit Agricole Normandie Seine est sur un palier. Cela fait maintenant plusieurs années que ses résultats sont à peu près les mêmes : aurait-il atteint les limites de son système ?

Le Crédit Agricole réinventé...

Depuis son arrivée, Nicolas Denis est en train de renouveler le modèle. Sa stratégie ? Faire du Crédit-Agricole un banquier-assureur universel, de proximité. Cela passe :

- Par le renforcement et la modernisation des agences pour être "100% humain et 100% digital". 15 M€ vont y être consacrés chaque année.
- Par le renforcement de l'expertise des équipes pour un accompagnement personnalisé des clients grâce à "un conseil en face à face" ou grâce à des applications numériques adaptées. Rappelons que 8% de la masse salariale sont consacrés à la formation.
- Par la valorisation des savoir-faire d'excellence : l'agriculture (294 M€ de prêts en 2017), le logement (1,7 Md€ de crédits réalisés l'an dernier), les entreprises (537 M€ de crédits réalisés).

Nicolas Denis veut aussi repousser les frontières dans d'autres domaines comme l'assurance, la promotion immobilière, la transition énergétique, le tourisme, les start-up ; son ambition : "être 100% utile".

Mon commentaire : à 140 km de là, à Caen, le Crédit Agricole de Normandie qui "couvre" les départements de l'Orne, de la Manche et du Calvados, est aussi le numéro 1 sur son territoire. Ses défis ressemblent beaucoup à ceux de son voisin rouennais ; ses résultats aussi avec un PNB de 376 M€ et un résultat net de 91,2 M€ en 2017. Notons que sous l'impulsion de Daniel Epron, son président, et de Nicole Gourmelon, sa directrice générale, il est devenu un partenaire-référent de la Région : Hervé Morin en parle souvent.

Et pendant ce temps-là...

• Nucléaire : l'effet "grand carénage"

Pour répondre à la demande engendrée par les importants chantiers des centrales nucléaires de Penly et de Paluel, l'agence Nucléaire Caux Manche (groupe Bouygues), installée depuis septembre 2017 à Offranville (76), procède à des recrutements de monteurs électriciens et de chefs d'équipes. Elle prévoit de passer d'une quinzaine de salariés à 40 à 50 d'ici deux à trois ans.

• Dieppe : pourquoi pas le démantèlement ?

Le cluster Dieppe Navals, groupement de promotion et de valorisation des entreprises liées à l'activité maritime du bassin dieppois cherche à développer de nouvelles activités pour trouver de nouveaux marchés et se diversifier. Dieppe Navals étudie actuellement la faisabilité d'une activité autour du démantèlement des navires.

• Le MIN de Rouen se modernise

Le MIN de Rouen qui regroupe plus de 60 entreprises va procéder à d'importants investissements (7,8 M€) qui serviront à rénover et à moderniser ses installations avec notamment la rénovation des halles de fruits et légumes, la reconversion du bâtiment E4 en pavillon logistique, la construction d'un bâtiment acheteur et celle d'un bâtiment logistique.